

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale
de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement de Haute-Normandie

Rouen, le

Unité Territoriale Rouen-Dieppe
Équipe Territoriale

Référence : UTRD.2013.05.124.ET FD-AL

**RAPPORT AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES
DE LA SEINE-MARITIME**

Installations classées

**SIVAL FONDERIE
Route de Saint Pierre En Val
76260 EU**

**Dossier de demande d'autorisation d'exploiter relatif à une régularisation d'une
fonderie d'aluminium et d'alliages légers**

Par bordereau en date du 26 novembre 2010, monsieur le Préfet de Seine Maritime a transmis à monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute Normandie, pour examen et avis le dossier de demande d'autorisation à titre de régularisation, d'une fonderie d'aluminium et d'alliages légers de la société SIVAL FONDERIE située à Eu.

Ce dossier a été réceptionné le **28 novembre 2010** par l'inspection des installations classées. Ce dossier a fait l'objet de remarques formulées par l'inspection des installations classées par lettre du **07 septembre 2011**. Le pétitionnaire a complété son dossier par un document réceptionné le **07 janvier 2012**.



Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-17h00
Tél. : 02 32 91 97 60 – Fax : 02 32 91 97 97
1 avenue des Canadiens – BP 124
76804 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY CEDEX

Cette demande a fait l'objet d'un avis de classement en date du 13 février 2012. L'arrêté préfectoral de mise en enquête publique a été signé le 31 mai 2012. Le retour de l'enquête publique a été obtenu le 13 septembre 2012. La consultation des services a été engagée le 16 octobre 2012 pour une période de 45 jours.

I – PRESENTATION SYNTHETIQUE

I.1. - Le demandeur

I.1.1. - Identité du demandeur

La demande d'autorisation est portée par la société SIVAL FONDERIE dont le siège social est Route de Saint Pierre en Val - 76260 EU en vue d'une régularisation pour des activités de fonderie et d'alliages légers exercées à la même adresse que le siège social.

I.1.2. - Capacités techniques et financières

Le site est exploité depuis 1947 tout d'abord par la Société pour l'Industrie et la Vente des Alliages Légers (S.I.V.A.L.). Cette dernière a tout d'abord bénéficié d'un récépissé de déclaration en date du 17 janvier 1964 pour un dépôt de gaz combustibles liquéfiés inférieur à 2000 kg puis d'une autorisation en date du 14 septembre 1964 pour installer un dépôt de 2760 kg de gaz combustible liquéfié, niveau porté à 12 tonnes par arrêté d'autorisation du 01 décembre 1964 puis à 24 tonnes par arrêté d'autorisation en date du 27 septembre 1968. L'activité de fonderie a été régularisée par un récépissé de déclaration en date du 06 décembre 1968. Un récépissé de déclaration a été délivré le 10 novembre 1993 pour les rubriques 1 bis, 284-2 et 285 afin de régulariser les activités d'emploi de matières abrasives, de fonderie de métaux et alliages et de trempé, recuit ou revenu des métaux et alliages. Un nouveau récépissé de déclaration a été délivré le 17 juillet 1995 pour les rubriques 2575, 2552 et 2561 (régularisation des activités d'emploi de matières abrasives, de fonderie d'alliages légers et de traitement thermique des alliages légers). La capacité du dépôt de gaz combustibles liquéfiés a été portée à 70 m³ par un récépissé de déclaration en date du 02 octobre 1998 (rubrique 211-B-2).

Le 1^{er} août 2003, l'entreprise SIVAL en dépôt de bilan a été reprise par la fédération d'entreprises SERES.

La SARL SIVAL INDUSTRIE est créée le 1^{er} septembre 2003.

En 2006, la société SIVAL INDUSTRIE est à nouveau en difficulté. Le 19 septembre 2008, la société SIVAL INDUSTRIE, en dépôt de bilan a été reprise par le groupe GMD. Le 30 septembre 2009, la SAS SIVAL FONDERIE est créée.

Les résultats récents de la société SIVAL FONDERIE sont les suivants :

Année	Chiffre d'affaires en euros	Résultat en euros
2009	5646544	500000
2010	4697000	125384
2011	5128000	-94000

On constate que le chiffre d'affaires et le résultat (sauf sur l'année 2011) se maintiennent depuis la reprise de la société par le groupe GMD.

I.2. - Le site d'implantation

La société SIVAL Fonderie est implantée sur la commune d'Eu (76) - route de Saint-Pierre-en-val.

L'usine s'étend sur un peu moins de 3 hectares. Elle est localisée au Sud-est du territoire de la commune d'Eu. Le site est limité au Nord-est par la voie communale d'Eu à Saint-Pierre-en-val puis des cultures agricoles, au Sud-ouest par la route départementale RD 1314 puis des cultures agricoles, au Nord-ouest par des cultures agricoles et au Sud-est par une friche industrielle (ancienne scierie).

L'usine occupe deux parcelles cadastrales sur la commune d'Eu de section D2 et de numéros 293 et 294, d'une superficie de 28 257 m² et situées au Mont d'Eu - Route de Saint-Pierre-en-val.

Ces parcelles sont soumises au règlement UY du POS de la commune d'Eu, qualifié comme zone d'industries, d'artisanat, de commerces, de bureaux et d'installations à nuisance.

Un extrait de carte IGN présente en annexe 1 l'implantation de la société SIVAL FONDERIE.

Un extrait de Géoportail présente en annexe 2 une vue aérienne du site.

Les habitations les plus proches se situent à plus de 600 mètres du site de la société SIVAL FONDERIE.

I.3. - Les caractéristiques actuelles du site

L'installation est composée de:

- 23 fours de fusion ayant une capacité de production de 8,5 t/j,
- de machines de travail mécanique de métaux et alliages ayant une puissance installée totale de 104 kW,
- de 8 fours de traitement thermique,
- de grenailleuses ayant une puissance installée totale de 33 kW,
- d'installations de combustion d'une puissance thermique totale de 255 kW,
- de compresseurs d'une puissance absorbée de 174 kW,
- de stockages de produits solides (1500 kg) et de produits liquides (210 litres) toxiques,
- de stockages d'oxygène (43 kg) et d'acétylène (13,3 kg),
- de stockages de liquides inflammables de 1^{ière} catégorie d'une capacité équivalente de 300 litres,
- de chargeurs d'accumulateurs représentant une puissance maximale de 8 kW,
- d'une cuve de propane de 30 tonnes.

I.3.2 – Rubriques de classement

Les installations, faisant l'objet d'une régularisation, relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Alinéa	Rég (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Activité	Volume autorisé
2552	1	A	Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux (à l'exclusion de celle relevant de la rubrique 2550). La capacité de production étant supérieure à 2 t/j.	23 fours de fusion d'une capacité totale de 8,5 t/j.	8,5 t/j
1412	2b	DC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température. 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t	Cuve de propane de 69 m³ soit 30 tonnes.	30 t
2560	2	D	Métaux et alliages (Travail mécanique des) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	Machines de travail mécanique des métaux et alliages d'une puissance totale de 104 kW.	104 kW
2561		D	Métaux et alliages (trempe, recuit ou revenu)	8 fours de traitement thermique	-
2575		D	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	Ensemble de machines fixes d'une puissance totale de 33 kW.	33 kW
1131	1	NC	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol : 1. Substances et préparations solides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 5 t.	Stockage de produits toxiques solides d'une masse totale de 1500 kg.	1500 kg
1131	2	NC	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol : 2. Substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 1 t.	Stockage de produits toxiques liquides d'une masse totale de 210 kg.	210 kg

Rubrique	Alinéa	Rég (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Activité	Volume autorisé
1220		NC	Oxygène (emploi et stockage) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 tonnes.	Stockage d'oxygène en bouteilles représentant 31,8 m ³ (masse volumique à 15°C 1,354 kg/m ³), soit 43 kg.	43 kg
1418		NC	Acétylène (stockage ou emploi de l') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure 100 kg.	Stockage d'acétylène en bouteilles représentant 12 m ³ (masse volumique à 15°C 1,11 kg/m ³), soit 13,3 kg.	13,3 kg
1432		NC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 :Représentant une capacité équivalente inférieure à 10 m ³ .	Stockage de liquide inflammable de 1 ^{ère} catégorie de capacité équivalente de 0,3 m ³ .	0,3 m ³
2910	A2	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est inférieure à 2 MW	1 chaudière (64 kW), 2 aérothermes (91 kW x 2) et 2 chauffe-eau (4,5 kW x 2)	255 kW
2920		NC	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques : la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW	Ensemble de compresseurs d'une puissance totale de 174 kW.	174 kW
2925		NC	Accumulateurs (ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW	3 chargeurs d'accumulateurs représentant une puissance maximale de 8 kW.	8 kW

(*) : **AS** (Autorisation avec servitudes) ou **A** (Autorisation) ou **E** (Enregistrement) ou **DC** (Déclaration et soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement) ou **D** (Déclaration) ou **NC** (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

Le dossier d'autorisation vise à régulariser les rubriques 2552 et 2560.

I.4. – Inconvénients et moyens de prévention

I.4.1. - Impact visuel

L'emplacement du site de la société SIVAL FONDERIE se situe sur le territoire de la commune d'Eu, en sortie d'agglomération, sur une zone industrielle et ne pose donc pas de problème particulier d'impact visuel.

I.4.2. - Impact sur l'eau

• Consommation d'eau

Le site de production de la société SIVAL FONDERIE est alimenté en eau par le réseau public de distribution pour la totalité de ses besoins. La consommation d'eau sur le site s'est élevée à 2773 m³ en 2009.

Elle est utilisée à des fins domestiques et industrielles.

L'eau à usage industriel est utilisée pour:

- la sablerie,
- le four de trempe,
- le refroidissement de la centrale hydraulique du groupe froid,
- les contrôles par ressuage.

• Rejet aqueux

Les rejets aqueux de la société sont constitués en fonctionnement normal:

- des eaux usées domestiques,
- des eaux pluviales issues des toitures,
- des eaux pluviales ruisselant en dehors des toitures (voiries et parkings),
- des eaux issues du process.

Les eaux issues des installations sanitaires sont rejetées dans le réseau d'assainissement communal, pour traitement par la station d'épuration d'Eu. Ces eaux sont ensuite rejetées dans la Bresle située à proximité.

Les eaux recueillies en toiture sont rejetées sans traitement dans le canal de l'Avalasse.

Les eaux ruisselant en dehors des toitures (voiries et parking) seront traitées (ce n'est pas le cas actuellement) par un séparateur d'hydrocarbures avant leur rejet dans le canal de l'Avalasse.

Pour les eaux de process:

- les eaux utilisées pour les fours de trempe sont gérées comme des déchets lorsqu'une vidange s'avère nécessaire,
- les eaux issues du refroidissement de la centrale hydraulique du groupe froid vont être recyclées afin de supprimer le système de refroidissement de type ouvert,
- les eaux de l'activité de ressuage (6 m³ par semaine) sont actuellement rejetées sans traitement dans le réseau d'assainissement communal pour être épurées par la station d'épuration d'Eu. La société SIVAL FONDERIE a cependant prévu la mise en place de deux adsorbants sur charbon actif qui permettront de réutiliser les eaux épurées après traitement, ce qui permettra de supprimer le rejet lié aux eaux de ressuage et d'une manière générale supprimera tout rejet d'eaux de procédé.

L'exploitant considère également la problématique des eaux d'extinction d'incendie.

Une évaluation réalisée conformément au formulaire D9A mène à un volume de 217 m³.

L'exploitant indique que ces eaux seraient évacuées par les portes présentes dans les ateliers jusque sur les voiries situées en façade du site du fait des pentes naturelles existantes.

Pour éviter tout risque de pollution du canal de l'Avalasse qui réceptionnerait alors ces eaux d'extinction, la société SIVAL FONDERIE indique dans son dossier étudier la possibilité technique de mettre une vanne de barrage ou un obturateur au niveau de la canalisation qui rejette les eaux de surface du site vers l'Avalasse. Les eaux d'extinction seraient alors confinées dans les canalisations du site avant d'être récupérées pour traitement en tant que déchets.

• **Les risques**

Les risques significatifs recensés sont les suivants :

- l'incendie ,
- l'explosion,
- la pollution des eaux et du sol.

Le tableau de hiérarchisation des risques présente les événements suivants:

- perte de confinement de produits liquides par mauvaise manipulation entraînant une fuite de liquides dangereux susceptible de créer une pollution du sol et des eaux de surface dans les ateliers de produits liquides (probabilité/gravité: D1),
- risque électrique par court-circuit, surchauffe ou échauffement pouvant entraîner un incendie dans tous les ateliers (probabilité/gravité: B1),
- risque d'incendie par rupture de four (réfractaire) pouvant entraîner un incendie dans les ateliers fonderie (probabilité/gravité: B1),
- risque d'incendie par un renversement d'alliage en fusion sur un combustible dans les ateliers fonderie (probabilité/gravité: C1),
- risque d'incendie par explosion d'un four en cas de mise en contact d'eau et de métal en fusion par projection de métal en fusion dans les ateliers fonderie (probabilité/gravité: C1),
- risque d'explosion au niveau de la cuve de propane (probabilité/gravité: E2).

Aucun événement n'est situé dans une case de la matrice de maîtrise des risques cotée incompatible ou nécessitant la mise en œuvre de mesures complémentaires de maîtrise des risques.

Le risque résiduel est donc présenté par l'exploitant compte-tenu des mesures de maîtrise des risques comme modéré et n'impliquant pas d'obligation de réduction complémentaire du risque d'accident.

I.4.3. - Impact sur l'air

Les rejets du site proviennent :

- des rejets canalisés issus du fonctionnement:
 - . des noyauteuses (rejet 1 : amines et formaldéhyde),
 - . de la chaudière gaz de 64 kW destinée au chauffage des bureaux (rejet 2 : gaz de combustion)),
 - . des deux aérothermes gaz de puissance unitaire de 91 kW destinés au chauffage du local contrôle (rejets 3 et 4 : gaz de combustion),
 - . des deux chauffe-eau gaz, de puissance thermique unitaire de 4,5 kW pour la production d'eau chaude sanitaire (rejets 5 et 6 : gaz de combustion),
- des rejets diffus issus du fonctionnement des fours de fusion rejetés en toiture (rejet 7 : poussières, Al et gaz de combustion),
- de l'aspiration de la décocheuse (rejet 8 : poussières).

Les niveaux d'émission de ces sources ne pourront être déterminés avec précision qu'après captation et traitement des émissions diffuses des fours et réalisation d'une campagne de mesure sur l'ensemble des émissaires.

I.4.4. - Impact sur le sol

Les activités de la société SIVAL FONDERIE comportent la manipulation et le stockage de produits liquides polluants, comme par exemple les produits chimiques du noyautage, du resuage ou de la zone déchets qui sont stockés et utilisés sur le site.

La circulation et le stationnement des véhicules peuvent aussi induire une pollution par déversement de carburant ou d'huiles.

Les mesures prises par la société SIVAL FONDERIE sont:

- pour les zones de noyautage, de ressuage et de stockage de déchets:
 - . le placement sur rétention des produits en tenant compte de leur compatibilité,
 - . l'imperméabilisation des sols.
- pour les voies de circulation et de stationnement:
 - . l'imperméabilisation des sols,
 - . la mise en place d'un séparateur d'hydrocarbures,
- de manière générale:
 - . la mise à disposition de boudins, absorbants, pelles et contenants adaptés.

I.4.5. - Déchets

Les déchets générés par la société SIVAL FONDERIE sont les suivants :

Désignation	Code déchets	Quantité annuelle	Destination
Crasses et laitiers de métaux non ferreux	10 10 03	40 tonnes	Valorisation métallique
Sable et noyaux ayant subi la coulée	10 10 07*	800 tonnes	Mise en décharge
Jets de fonderie	12 01 03	25 tonnes	Valorisation métallique
Déchets de soudure	12 01 13	350 kg	Valorisation métallique
Déchets de grenaillage	12 01 17	1 tonne	Valorisation métallique
Huiles solubles	12 01 09*	2 tonnes	Traitement physico-chimique
Boues issues de la trempe	11 03 02*	8 tonnes	Incineration
Solvants de dégraissage usagé non chloré	14 06 03*	120 kg	Incineration
Amines et polyols	10 10 99	600 kg	Incineration
Emballages vides souillés	15 02 02*	1,2 tonne	Valorisation énergétique

Déchets banals	15 01 06	80 tonnes	Mise en décharge
Déchets de cantine	20 01 08	1 tonne	Ramassage et élimination au titre des ordures ménagères

I.4.6.- Bruit

L'exploitant a procédé à une campagne de mesures du niveau sonore en 4 points en limite de propriété en juin 2006.

Les résultats obtenus sont les suivants :

Point	Léq dB(A) Période du jour	Conformité réglementaire
1	69	oui
2	60	oui
3	56	oui
4	50	oui

Il a procédé à de nouvelles mesures en des points différents le jeudi 17 novembre 2011 (nuit) et le jeudi 24 novembre 2011 (jour).

Les résultats sont les suivants:

Point	LA 50 dB(A) Période du jour	Conformité réglementaire	LA 50 dB(A) Période de nuit	Conformité réglementaire
1'	52	oui	56	oui
2'	47,5	oui	41	oui
3'	53	oui	46,5	oui
4'	58	oui	45,5	oui

Il faut cependant noter que cette campagne de mesure ne s'est pas intéressée aux émergences sur des zones éventuellement constructibles aux alentours du site.

I.4.7. - Impact sanitaire

L'exploitant a tout d'abord inventorié les substances à risques potentiellement émises.

Par ce biais, il a sélectionné deux substances "traceurs de risque": sur la base des valeurs toxicologiques de référence et des quantités annuelles consommées:

- le diisocyanate de 4,4'-methylenediphényle (ou méthylènebis) - 1580 kg,

- le polymeric diphenylmethane diisocyanate (PMDI) ou isocyanate de polyméthylène et de polypropylène - 1880 kg.

Pour ces deux substances, les valeurs toxiques de référence sont définies pour l'inhalation et avec des effets avec seuil.

L'exploitant a ensuite défini les quantités inhalées en retenant pour les flux les quantités annuelles consommées ramenées aux durées d'utilisation quotidiennes.

Il a retenu des conditions de vent faibles (5 m/s) et la distance la plus proche possible des limites de propriété pour évaluer la concentration maximale d'exposition.

Le modèle utilisé est du type Gaussien développé par le Commissariat à l'Énergie Atomique.

L'indice de risque pour le diisocyanate de 4,4'-methylenediphényle est de 0,1 et l'indice de risque pour le polymeric diphenylmethane diisocyanate est de 0,12.

Ces résultats vont dans le sens d'un effet toxique peu probable.

I.5. – Les conditions de remise en état proposées

En cas d'arrêt de l'activité sur le site, l'exploitant propose de procéder par ordre :

- à l'évacuation des produits dangereux,
- à l'évacuation des déchets,
- au démantèlement des installations,
- à la mise en sécurité du site par:
 - . la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
 - . l'interdiction d'accès au site.

- la surveillance des effets sur l'environnement. Un diagnostic de sol serait en particulier réalisé afin de déterminer la pollution de ce milieu et prendre les mesures correspondant à un usage futur du site de type industriel.

II – LA CONSULTATION ET L'ENQUETE PUBLIQUE

II.1. – Les avis des services

Les avis des services suivants ont été reçus :

- Le service Ressources de la DREAL Haute-Normandie dans son avis du 24 octobre 2012 n'a pas d'observation particulière sur le dossier.
- le SIRACED-PC dans son avis du 16 octobre 2012 n'a pas d'observation particulière.
- la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (inspection du travail) émet dans son avis du 17 décembre 2012 un avis défavorable sur des points qui touchent au code du travail :
 - Les risques doivent en effet être évalués dans le Document d'évaluation des risques qui doit en application de l'article R4121-1 du code du travail être mis à jour annuellement. Le document d'évaluation des risques remis en annexe 10 du dossier date du 21 octobre 2010. Pour cette raison, l'inspection du travail émet des doutes quant à une prévention effective de certains risques (circulation des piétons et des engins, bruit, risque chimique et ambiances de travail).

-selon le dossier, le CHSCT ne semble pas avoir été consulté avant transmission de la demande d'autorisation à la préfecture, contrairement à ce que prévoient les articles L 4612-15 et R 4612-3 à R4612-5. De plus l'inspection du travail reçoit peu souvent d'ordre du jour de réunion du CHSCT ou de compte-rendu alors que l'article R4614-3 du code du travail impose à l'employeur de transmettre à l'inspecteur du travail l'ordre du jour des réunions 15 jours au préalable, l'article R 4614-4 précise que les procès-verbaux des réunions sont communiqués à l'inspection du travail et l'article L 4614-7 prescrit une périodicité minimum des réunions du CHSCT de 3 mois.

- La Direction Départementale des Territoires et de la Mer émet dans son avis du 06 décembre 2012 un avis favorable sous réserve que :

Les autorisations de déversement aux réseaux existants soient transmises au service en charge de la police de l'eau.

Le pétitionnaire mette en place des dispositifs (vannes de barrage ou obturateur) afin d'isoler une pollution accidentelle.

- la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours estime dans son avis du 04 décembre 2012 qu'il convient de respecter les prescriptions essentielles suivantes :

1. Assurer la défense extérieure contre l'incendie soit en priorité :

Par 2 poteaux d'incendie de 100 mm normalisés (NFS 61.213) piqués sur des canalisations assurant pour chacun d'eux et **SIMULTANEMENT** un débit minimum de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.200), et placés à moins de 100 mètres (pour le plus proche) et 200 mètres (pour les autres) de l'établissement par les chemins praticables.

L'installation devra assurer le débit requis (fixé par le document technique D9) de 1500 litres/minute à partir des poteaux précités.

Dans le cas où la totalité du débit ne pourrait être obtenue à partir du réseau d'eau (public ou privé), il est admis que les 2/3 des besoins soient disponibles dans une réserve d'eau propre au site et accessible en permanence aux services de secours.

Dans cette hypothèse, afin de faciliter l'attaque rapide du sinistre et de réduire les délais de mise en œuvre des moyens de secours, un réseau sous pression doit être capable de fournir au moins 60 m³/heure sur 1 poteau répondant aux caractéristiques précitées.

La réserve doit être dimensionnée pour assurer le complément du débit nécessaire pendant une durée de 2 heures soit un volume total de 60 m³. Cette réserve d'eau doit être équipée ou réalisée conformément aux règles d'aménagement des points d'eau définis par la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 en veillant plus particulièrement à :

- a) Permettre la mise en station des engins-pompes auprès de cette réserve, par la création d'une plate(s)-forme(s) d'aspiration présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 160 kilonewtons et ayant une superficie minimale de 32 m² (8 m x 4 m), desservie(s) par une voie carrossable d'une largeur de 3 mètres, stationnement exclu,
- b) Limiter la hauteur géométrique d'aspiration à 6 mètres dans le cas le plus défavorable,
- c) Prévoir un dispositif de réalimentation afin que le volume d'eau contenu soit constant en toute saison,
- d) La protéger sur la périphérie, au moyen d'une clôture, munie d'un portillon d'accès, afin d'éviter les chutes fortuites,

e) La positionner à moins de 100 mètres de l'établissement et la signaler au moyen d'une pancarte toujours visible précisant sa capacité (lettres blanches sur fond rouge réfléchies pour permettre le repérage de nuit),

f) Entretenir régulièrement cette réserve (nettoyage, curage).

Toutefois, lorsque l'alimentation de cette réserve d'eau est assurée par un réseau d'eau communal, la capacité requise peut être réduite du volume obtenu par l'utilisation de ce réseau durant 2 heures et répondre néanmoins aux conditions précédemment énoncées.

2 - Réceptionner les moyens de défense extérieure contre l'incendie (hydrants ou réserve d'eau) en présence d'un représentant du Service Départemental d'Incendie et de secours et transmettre un exemplaire du rapport au Groupement PREVENTION - Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours - 6 rue du verger - B.P. 78 - 76192 YVETOT CEDEX.

3 - Laisser libre en permanence de tout obstacle les voies utilisables par les engins de secours (stockages, stationnement des véhicules, etc.).

4 - Veiller à ce que les dégagements (sorties, sorties de secours, circulations horizontales et verticales, etc...) soient maintenus libres en permanence afin de permettre une évacuation sûre et rapide du personnel (Art. R 4227-4 du code du travail).

Une signalisation indiquera le chemin vers la sortie la plus proche (Art. R 4227-13 du code du travail).

5 - Planter les extincteurs à raison d'un appareil pour 200 m² avec un minimum d'un appareil par niveau (Art. R.4227-29 du code du travail).

6 - Indiquer sur les tuyauteries la nature du produit transporté, lorsque celui-ci présente un danger particulier (Art. R 4224-21 du code du travail).

- L'Agence Régionale de Santé estime dans son avis du 06 novembre 2012 qu'elle n'est pas en mesure d'émettre un avis en l'état du dossier ne permettant pas d'estimer l'impact sanitaire effectif des activités.

L'exploitant devra compléter l'information pour ce qui concerne l'évaluation du risque sanitaire notamment par :

- une sélection des polluants traceurs de risque complète et justifiée,
- un recensement qualitatif et quantitatif exhaustif des émissions atmosphériques,
- une prise en compte des modifications que l'industriel s'est engagé à réaliser (captation et traitement des rejets atmosphériques),
- une discussion sur l'ensemble des substances utilisées dans le procédé et pouvant être rejetées ou bien pouvant se former lors de la fabrication,
- la prise en compte éventuelle des émissions atmosphériques d'aluminium et de sable ou de substances telles que la butanone, l'acétone, le diméthylformamide et le nitrate de sodium,
- une présentation précise des effets sanitaires potentiels de l'exposition aux traceurs de risque choisis,
- une justification bibliographique de la valeur toxicologique de référence attribuée au PMDI,
- une analyse et des précisions sur les scénarios d'exposition concernant notamment la potentialité de la voie ingestion pour l'aluminium via la redéposition de particules sur les terrains cultivés voisins de l'entreprise,
- un scénario d'exposition habitation,
- une argumentation sur l'utilisation de la modélisation gaussienne du fait de ses limites (problème de validité en champ proche (< 100 mètres) et non prise en compte des conditions météorologiques et des données topographiques).

L'ARS considère par ailleurs pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines que l'absence du paramètre aluminium est inappropriée. L'ARS s'interroge aussi dans le choix des traceurs analysés sur l'absence des phénols et des isocyanates. Enfin, l'ARS relève que la présence de tétrachloroéthylène à la concentration de 4,5 micro-g/l en 2006 n'est pas discutée alors que l'entreprise se situe en limite de protection et à environ 1,4 km des captages de Ponts et Marais.

II.2. – Les avis des conseils municipaux

Les avis des conseils municipaux des communes de EU et de Ponts et Marais ont été transmis. Ces deux communes ont émis des avis favorables sans réserve.

II.3. – L'enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée conformément à l'arrêté préfectoral du 31 mai 2012. Elle s'est tenue du 27 juin au 27 juillet 2012 à la mairie d'Eu.

Cette enquête publique n'a suscité que peu d'intérêt de la population locale puisque non seulement aucune observation n'apparaît sur le registre d'enquête mais en plus aucune personne ne s'est manifestée tant lors des permanences que pendant les horaires d'ouvertures de la mairie d'Eu.

II.4. – La conclusion du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur émet un avis favorable sous réserve que le pétitionnaire engage les travaux de mise en place d'un séparateur d'hydrocarbures pour traiter les eaux de toiture et les eaux superficielles, avant rejet dans le canal de l'Avalasse.

III – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

III.1. – Statut administratif des installations du site

La société Sival fonderie à EU est une installation classée réglementée jusqu'à maintenant par les actes administratifs suivants :

- un récépissé de déclaration en date du 17 janvier 1964 pour un dépôt de gaz combustibles liquéfiés inférieur à 2000 kg,
- une autorisation en date du 14 septembre 1964 pour installer un dépôt de 2760 kg de gaz combustible liquéfié, niveau porté à 12 tonnes par arrêté d'autorisation du 01 décembre 1964 puis à 24 tonnes par arrêté d'autorisation en date du 27 septembre 1968.
- un récépissé de déclaration en date du 06 décembre 1968 de régularisation de l'activité fonderie,
- un récépissé de déclaration en date du 10 novembre 1993 pour les rubriques 1 bis, 284-2 et 285 afin de régulariser les activités d'emploi de matières abrasives, de fonderie de métaux et alliages et de trempé, recuit ou revenu des métaux et alliages,
- un récépissé de déclaration en date du 17 juillet 1995 pour les rubriques 2575, 2552 et 2561 (régularisation des activités d'emploi de matières abrasives, de fonderie d'alliages légers et de traitement thermique des alliages légers),
- un récépissé de déclaration en date du 02 octobre 1998 (rubrique 211-B-2) pour porter la capacité du dépôt de gaz combustibles liquéfiés à 70 m³.

Le dossier d'autorisation vise à régulariser les rubriques 2552 et 2560. L'installation n'est pas concernée par les directives IPPC/IED, le seuil de soumission étant de 20 t/j.

III.2. – Situation des installations déjà exploitées et analyse des questions apparues au cours de la procédure, des principaux enjeux identifiés en terme de prévention des inconvénients et des risques

Les principaux enjeux de ce site sont :

- les rejets atmosphériques (noyautage, décochage et rejets diffus des fours),
- les rejets aqueux (eaux pluviales susceptibles d'être polluées non traitées et eaux d'incendie ne faisant l'objet d'aucun confinement),
- les déchets (800 tonnes de sable et noyaux ayant subi la coulée mis en décharge),
- les risques d'incendie et d'explosion.

Il a aussi été noté certaines faiblesses du dossier concernant l'évaluation du risque sanitaire et le suivi des eaux souterraines.

Analyse des avis des services administratifs :

➤ L'ARS : l'inspection des installations classées a intégré les réserves émises dans son avis sous forme de prescriptions dans le projet.

➤ Il est ainsi demandé :

- sous 12 mois de capter et de traiter les émissions diffuses des fours,
- sous 15 mois de réaliser une campagne de mesure de pollution atmosphérique sur l'ensemble des émissaires du site,
- sous 18 mois d'utiliser les résultats des premières mesures de pollution atmosphérique mais également les remarques de l'Agence Régionale de Santé dans son avis du 06 novembre 2012 pour réviser l'évaluation du risque sanitaire pour l'ensemble du site. Cette révision de l'évaluation du risque sanitaire sera remise à l'inspection des installations classées et à l'Agence Régionale de Santé dans un délai maximum de 18 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral.
- la prise en compte pour les paramètres faisant l'objet d'un suivi piézométrique de l'aluminium, des phénols et des isocyanates.

➤ La Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours : l'inspection des installations classées a intégré dans son projet les prescriptions proposées par ce service portant notamment sur la défense extérieure contre l'incendie et la réception de ces moyens.

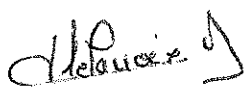


➤ La Direction Départementale des Territoires et de la Mer : l'inspection des installations classées a intégré dans son projet les prescriptions proposées par ce service portant sur la transmission des autorisations de déversement aux réseaux existants au service en charge de la police de l'eau et la mise en place des dispositifs (bassin de confinement et vannes de barrage ou obturateur) afin d'isoler une pollution accidentelle.

➤ la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (inspection du travail) : l'inspection des installations classées n'a pas pu reprendre les remarques de ce service car elles touchent des dispositions du code du travail.

IV – AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES ET CONCLUSION

Sous réserve d'un strict respect du projet de prescriptions, les impacts environnementaux générés par l'activité de la société Sival fonderie seront à terme (échéances des différentes prescriptions) maîtrisés.

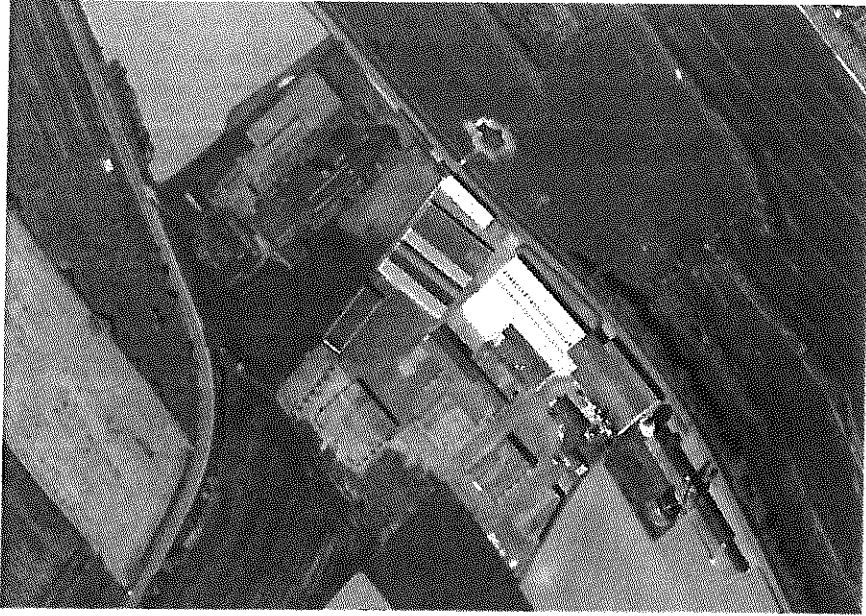
L'inspection des installations classées propose donc aux membres du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques de Seine-Maritime, en application des articles L.512-3, R512-25 et R512-31 du code de l'environnement, d'émettre un avis favorable à la demande de régularisation de la société Sival fonderie sous réserve du respect du projet de prescriptions joint au présent rapport.

<p>RÉDACTEUR(S) DU RAPPORT : L'Inspecteur des Installations Classées,</p>  <p>Franck DELACROIX Le 15/05/2013</p>	<p>VÉRIFICATEUR :</p>  <p>E. GOUJON le 16/05/2013</p>	<p>APPROBATEUR : Adopté et transmis à monsieur le Préfet de Seine-Maritime Pour le directeur et par délégation, Le Chef de l'Unité Territoriale Rouen- Dieppe</p>  <p>Jean-François GUERIN Le 16/05/2013</p>
---	--	---

Annexe 1: extrait de carte IGN montrant l'implantation de SIVAL fonderie



Annexe 2: extrait de Géoportail présentant
une vue aérienne du site SIVAL FONDERIE (zone bleutée)



PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de Haute-
Normandie

Rouen, le

Unité Territoriale de Rouen-Dieppe

LE PRÉFET

DE LA RÉGION HAUTE-NORMANDIE,

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME,

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR

SIVAL fonderie

Eu

- ARRETE -

**Régularisation d'une fonderie d'aluminium
et d'alliages légers**

VU :

le code de l'environnement et notamment son livre V,

le décret du 17 janvier 2013 du président de la République nommant M. Pierre-Henry MACCIONI Préfet de la région Haute-Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,

l'arrêté n° 13-196 du 25 avril 2013 portant délégation de signature à M. Eric MAIRE, secrétaire général de la préfecture,

la transmission en date du 26 novembre 2010, par laquelle la société SIVAL fonderie, dont le siège social est situé route de Saint-Pierre en Val 76 260 Eu, sollicite l'autorisation à titre de régularisation, d'une fonderie d'aluminium et d'alliages légers sur la commune d'Eu route de Saint-Pierre en Val.

les plans et autres documents joints à cette demande,

l'arrêté préfectoral du 31 mai 2012 annonçant l'ouverture d'une enquête publique d'un mois du 27 juin au 27 juillet 2012 inclus, sur le projet susvisé, désignant M. Alain CARU commissaire enquêteur et prescrivant l'affichage dudit arrêté aux lieux habituels d'affichage des actes administratifs de la ville de EU ainsi que dans le voisinage des installations projetées, et dans les communes situées dans le rayon d'affichage fixé par la nomenclature des installations classées (ETALONDES, PONTS-ET-MARAIS, SAINT-REMY BOSROCOURT et OUST-MAREST).

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n°78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la DREAL.

les certificats des maires des communes concernées constatant que cette publicité a été effectuée,

le procès verbal de l'enquête,

l'avis du commissaire enquêteur,

l'avis du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service ressources),

l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer,

l'avis du directeur, chef de service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile,

l'avis du directeur de l'agence régionale de santé,

l'avis du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours,

les délibérations des conseils municipaux,

le rapport de l'inspection des installations classées ,en date du 15 mai 2013

la lettre de convocation au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du

la délibération du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du

la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant.

CONSIDERANT :

que la société SIVAL fonderie sollicite l'autorisation à titre de régularisation, d'une fonderie d'aluminium et d'alliages légers sur son site situé à EU,

que s'agissant des rejets atmosphériques, le texte de prescriptions prévoit la captation et le traitement des émissions diffuses des fours dans les 12 mois, intègre pour tous les émissaires des valeurs limites d'émission et demande dans les 15 mois la réalisation d'une première campagne de mesure de la pollution atmosphérique sur l'ensemble des émissaires du site,

que pour les rejets aqueux le texte de prescriptions prévoit l'installation d'un débourbeur/déshuileur dans les 6 mois afin de traiter les eaux pluviales de voiries et de parkings et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et intègre des valeurs limites d'émission,

que le texte de prescriptions prévoit une surveillance piézométrique de la qualité de la nappe bi-annuelle,

que pour les déchets le texte de prescriptions prévoit la remise dans les 6 mois d'une étude technico-économique visant à identifier les traitements alternatifs (recyclage ou valorisation) à la mise en décharge des sables et noyaux ayant subi la coulée et si les conditions technico-économiques le permettent, la mise en œuvre dans les 12 mois d'une solution alternative à la mise en décharge des sables et noyaux ayant subi la coulée.

que pour la prévention des risques le texte de prescriptions prévoit l'implantation éventuelle d'une réserve d'eau incendie dans les 6 mois et l'implantation d'un bassin de confinement des eaux incendie et toute vanne d'obturation ou obturateur nécessaire pour confiner ces eaux incendie et les eaux et les écoulements susceptibles d'être pollués dans les 12 mois.

que pour l'impact sanitaire le texte de prescriptions prévoit la révision de l'évaluation du risque sanitaire pour l'ensemble du site dans les 18 mois.

que s'agissant du bruit, le texte de prescription prévoit des valeurs limites en limite de propriété et en termes d'émergence et des mesures tous les 3 ans.

que par ailleurs, les préconisations émises lors de la consultation administrative sont intégrées au texte des prescriptions ci-annexées,

qu'aux termes de l'article L-512.1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut-être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral.

ARRETE

Article 1 :

La société SIVAL fonderie, dont le siège social est sis route de Saint-Pierre en Val - 76 260 Eu, est autorisée à exploiter une fonderie d'aluminium et d'alliages légers sur la commune d'Eu, route de Saint-Pierre en Val.

Article 2 :

La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions d'exploitation ci-annexées.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du code du travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

Article 3 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 4 :

Le présent arrêté ne préjudicie en rien aux dispositions du code de l'urbanisme. Dans l'hypothèse où un permis de construire est nécessaire, son instruction doit faire l'objet d'une demande distincte.

Article 5 :

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées, de l'inspection du travail et des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 6:

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

Article 7 :

Au cas où l'exploitant serait amenée à céder son exploitation, la demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant les garanties financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières est adressée au préfet.

Cette demande est instruite dans les formes prévues à l'article R512-31. La décision du préfet doit intervenir dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R512-74 du Code de l'Environnement, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L-511.1 du Code de l'Environnement.

Article 8 :

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et d'un an pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 9 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire d'EU, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Haute-Normandie, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de EU.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le préfet,

SIVAL FONDERIE

à

En

Liste des articles

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	6
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	6
Article 1.1.1. <i>Exploitant titulaire de l'autorisation.....</i>	6
Article 1.1.2. <i>Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....</i>	6
Article 1.1.3. <i>Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement.....</i>	6
Article 1.1.4. <i>Agrément des installations.....</i>	6
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	6
Article 1.2.1. <i>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....</i>	6
Article 1.2.2. <i>Situation de l'établissement.....</i>	8
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	8
Article 1.3.1. <i>Conformité.....</i>	8
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION.....	8
Article 1.4.1. <i>Durée de l'autorisation.....</i>	8
CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	8
Article 1.5.1. <i>Porter à connaissance.....</i>	8
Article 1.5.2. <i>Mise à jour des études d'impact et de dangers.....</i>	9
Article 1.5.3. <i>Équipements abandonnés.....</i>	9
Article 1.5.4. <i>Transfert sur un autre emplacement.....</i>	9
Article 1.5.5. <i>Changement d'exploitant.....</i>	9
Article 1.5.6. <i>Cessation d'activité.....</i>	9
CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIÈRES.....	9
CHAPITRE 1.7 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES.....	10
CHAPITRE 1.8 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	10
Article 1.8.1. <i>Respect des autres législations et réglementations.....</i>	10
TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	11
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	11
Article 2.1.1. <i>Objectifs généraux.....</i>	11
Article 2.1.2. <i>Consignes d'exploitation.....</i>	11
CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	11
Article 2.2.1. <i>Réserves de produits.....</i>	11
CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	11
Article 2.3.1. <i>Propreté.....</i>	11
Article 2.3.2. <i>Esthétique.....</i>	11
CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU.....	11
Article 2.4.1. <i>Danger ou nuisance non prévu.....</i>	11
CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	12
Article 2.5.1. <i>Déclaration et rapport.....</i>	12
CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	12
Article 2.6.1. <i>Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....</i>	12
CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION.....	12
Article 2.7.1. <i>Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection.....</i>	12
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....	14
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	14
Article 3.1.1. <i>Dispositions générales.....</i>	14
Article 3.1.2. <i>Pollutions accidentelles.....</i>	14
Article 3.1.3. <i>Odeurs.....</i>	14
Article 3.1.4. <i>Voies de circulation.....</i>	14
Article 3.1.5. <i>Émissions diffuses et envols de poussières.....</i>	14
CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET.....	15
Article 3.2.1. <i>Dispositions générales.....</i>	15
Article 3.2.2. <i>Conduits et installations raccordées.....</i>	15
Article 3.2.3. <i>Conditions générales de rejet.....</i>	16
Article 3.2.4. <i>Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques.....</i>	16

Article 3.2.5. Valeurs limites des flux de polluants rejetés.....	16
Article 3.2.6. Autres dispositions.....	16
TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	17
CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	17
Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau.....	17
Article 4.1.2. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement.....	17
Article 4.1.2.1. Protection des eaux d'alimentation.....	17
Article 4.1.3. Adaptation des prescriptions sur les prélèvements en cas de sécheresse.....	17
Article 4.1.3.1. Dépassement du seuil de vigilance.....	17
Article 4.1.3.2. Dépassement du seuil d'alerte.....	17
Article 4.1.3.3. Dépassement du seuil d'alerte renforcée.....	18
Article 4.1.3.4. Dépassement du seuil de crise.....	18
Article 4.1.3.5. Levée des mesures de restrictions.....	18
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	18
Article 4.2.1. Dispositions générales.....	18
Article 4.2.2. Plan des réseaux.....	19
Article 4.2.3. Entretien et surveillance.....	19
Article 4.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement.....	19
Article 4.2.4.1. Isolement avec les milieux.....	19
CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	19
Article 4.3.1. Identification des effluents.....	19
Article 4.3.2. Collecte des effluents.....	19
Article 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....	20
Article 4.3.4. Entretien et conduite des installations de traitement.....	20
Article 4.3.5. Localisation des points de rejet.....	20
Article 4.3.6. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	21
Article 4.3.6.1. Conception.....	21
Article 4.3.6.2. Aménagement.....	21
4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements.....	21
4.3.6.2.2 Section de mesure.....	21
Article 4.3.7. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	21
Article 4.3.8. Valeurs limites d'émission des eaux domestiques.....	21
Article 4.3.9. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées.....	22
Article 4.3.10. Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales.....	22
CHAPITRE 4.4 SUIVI PIÉZOMÉTRIQUE.....	22
Article 4.4.1. Modalités de surveillance.....	22
Article 4.4.2. Communication des résultats et bilans.....	23
Article 4.4.3. Entretien et protection des piézomètres.....	23
TITRE 5 - DÉCHETS.....	24
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION.....	24
Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets.....	24
Article 5.1.2. Séparation des déchets.....	24
Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets.....	24
Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement.....	25
Article 5.1.5. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement.....	25
Article 5.1.6. Transport.....	25
Article 5.1.7. Déchets produits par l'établissement.....	25
TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	27
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	27
Article 6.1.1. Aménagements.....	27
Article 6.1.2. Véhicules et engins.....	27
Article 6.1.3. Appareils de communication.....	27
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	27
Article 6.2.1. Valeurs Limites d'émergence.....	27
Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation.....	27

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS.....	28
Article 6.3.1. Vibrations.....	28
TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	29
CHAPITRE 7.1 GENERALITES.....	29
Article 7.1.1. Localisation des risques.....	29
Article 7.1.2. État des stocks de produits dangereux.....	29
Article 7.1.3. Propreté de l'installation.....	29
Article 7.1.4. Contrôle des accès.....	29
Article 7.1.5. Circulation dans l'établissement.....	29
Article 7.1.6. Étude de dangers.....	29
CHAPITRE 7.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES.....	30
Article 7.2.1. Intervention des services de secours.....	30
Article 7.2.1.1. Accessibilité.....	30
Article 7.2.2. Moyens de lutte contre l'incendie.....	30
CHAPITRE 7.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....	31
Article 7.3.1. Matériels utilisables en atmosphères explosibles.....	31
Article 7.3.2. Installations électriques.....	31
Article 7.3.3. Ventilation des locaux.....	31
Article 7.3.4. Protection contre la foudre.....	31
Article 7.3.4.1. Conception.....	31
Article 7.3.4.2. Étude technique, installation et suivi.....	32
Article 7.3.4.3. Entretien et vérification.....	32
CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	32
Article 7.4.1. Rétentions et confinement.....	32
CHAPITRE 7.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION.....	33
Article 7.5.1. Surveillance de l'installation.....	33
Article 7.5.2. Travaux.....	33
Article 7.5.3. Vérification périodique et maintenance des équipements.....	34
Article 7.5.4. Consignes d'exploitation.....	34
Article 7.5.5. Prévention d'explosions au niveau des fours.....	34
TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT.....	35
SANS OBJET.....	35
TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....	36
CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE.....	36
Article 9.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance.....	36
CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE.....	36
Article 9.2.1. Auto surveillance des émissions atmosphériques.....	36
Article 9.2.1.1. Conduits N°1 (cf. article 3.2.2 des présentes prescriptions).....	36
Article 9.2.1.2. Conduits N°8 (cf. article 3.2.2 des présentes prescriptions).....	37
Article 9.2.1.3. Conduits créés suite à la captation et au traitement des émissions diffuses des fours (cf. article 3.2.2 des présentes prescriptions).....	37
Article 9.2.1.4. Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement.....	37
Article 9.2.2. Relevé des prélèvements d'eau.....	37
Article 9.2.3. Auto surveillance des eaux.....	37
Article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets.....	37
Article 9.2.4. Auto surveillance des niveaux sonores.....	38
CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS.....	38
Article 9.3.1. Actions correctives.....	38
Article 9.3.2. Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance.....	38
Article 9.3.3. Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores.....	38
CHAPITRE 9.4 BILANS PÉRIODIQUES.....	38
Article 9.4.1. Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.....	38
TITRE 10 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	39
CHAPITRE 10.1 – GENERALITES.....	39

CHAPITRE 10.2 - EFFICACITE ENERGETIQUE.....	39
CHAPITRE 10.3 - CHAUDIÈRES D'UNE PUISSANCE ENTRE 4 kW ET 400 kW.....	39
TITRE 11 - ECHÉANCES	40

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société SIVAL FONDERIE dont le siège social est situé Route de Saint Pierre En Val 76260 EU est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Eu, route de Saint Pierre En Val, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions des actes antérieurs sont abrogées par les prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

ARTICLE 1.1.4. AGRÉMENT DES INSTALLATIONS

Sans objet

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2552	1	A	Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux (à l'exclusion de celle relevant de la rubrique 2550).	23 fours de fusion d'une capacité totale de 8,5 t/j.	Capacité de production	2	t/j	8,5	t/j
1412	2b	DC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température.	Cuve de propane de 69 m ³ soit 30 tonnes.	Volume stocké	> 6 mais < 50	t	30	t

2560	2	D	Métaux et alliages (Travail mécanique des)	Machines de travail mécanique des métaux et alliages d'une puissance totale de 104 kW.	Puissance installée	≥ 50 et ≤ 500	kW	104	kW
2561		D	Métaux et alliages (trempe, recuit ou revenu)	8 fours de traitement thermique	-	-	-	-	-
2575		D	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.	Ensemble de machines fixes d'une puissance totale de 33 kW.	Puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation	> 20	kW	33	kW
1131	1	NC	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol : 1. Substances et préparations solides ;	Stockage de produits toxiques solides d'une masse totale de 1500 kg.	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 5	t	1,5	t
1131	2	NC	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol : 2. Substances et préparations liquides ;	Stockage de produits toxiques liquides d'une masse totale de 210 kg.	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 1	t	0,21	t
1220		NC	Oxygène (emploi et stockage)	Stockage d'oxygène en bouteilles représentant 31,8 m ³ (masse volumique à 15°C 1,354 kg/m ³), soit 43 kg.	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 2	t	0,043	t
1418		NC	Acétylène (stockage ou emploi de l')	Stockage d'acétylène en bouteilles représentant 12 m ³ (masse volumique à 15°C 1,11 kg/m ³), soit 13,3 kg.	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 100	kg	13,3	kg
1432	2	NC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430	Stockage de liquide inflammable de 1 ^{ère} catégorie de capacité équivalente de 0,3 m ³ .	Capacité équivalente	< 10	m ³	0,3	m ³
2910	A2	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 A. Lorsque l'installation consomme	1 chaudière (64 kW), 2 aérothermes	Puissance thermique maximale de	< 2	MW	255	kW

			exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes	(91 kW x 2) et 2 chauffe-eau (4,5 kW x 2)	l'installation				
2920		NC	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques	Ensemble de compresseurs d'une puissance totale de 174 kW.	Puissance absorbée	> 10	MW	174	kW
2925		NC	Accumulateurs (ateliers de charge d').	3 chargeurs d'accumulateurs représentant une puissance maximale de 8 kW.	Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	< 50	kW	8	kW

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Eu	Section D2 et numéros 293 et 294	Mont d'Eu - Route de Saint-Pierre-en-val

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté (annexe 2).

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.5.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.5.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.5.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.5.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

ARTICLE 1.5.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 1.5.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant: usage industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIÈRES

Les installations sont soumises à obligation de garanties financières en application des dispositions du code de l'environnement. A ce titre, l'exploitant transmet au préfet pour le 31 décembre 2018 en application de l'alinéa 5 de l'article R 516-1 du code de l'environnement et du décret n° 2012-633 du 03/05/12 relatif à l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement une proposition de montant des garanties financières accompagnée des valeurs et justifications techniques des différents paramètres pertinents établie conformément à l'arrêté du 31/05/12 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et à l'arrêté du 31/05/12 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.

CHAPITRE 1.7 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
31/05/2012	Arrêté fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement
31/05/12	Arrêté du 31/05/12 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines
29/02/2012	Arrêté fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement
04/10/2010	Arrêté relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
07/07/2009	Arrêté relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
31/01/2008	Arrêté relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
23/08/2005	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1412
29/09/2005	Arrêté relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de danger des installations classées soumises à autorisation
02/02/1998	Arrêté relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
30/06/1997	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560
30/06/1997	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561
30/06/1997	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575
23/01/1997	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

CHAPITRE 1.8 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

ARTICLE 1.8.1. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.

ARTICLE 2.3.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

ARTICLE 2.4.1. DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

ARTICLE 2.6.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

ARTICLE 2.7.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
4.4.1	Surveillance piézométrique	2 fois par an
7.3.2	Vérification des installations électriques	Tous les ans
7.3.4.3	Vérification des dispositifs de protection contre la foudre	Tous les deux ans
9.2.1.1 à 9.2.1.4	Rejets atmosphériques	Dans les 15 mois suivant la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans
9.2.3	Rejets aqueux	Tous les ans
9.2.4	Niveaux sonores	Tous les 3 ans
10.2	Audit énergétique	24 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
1.5.6	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois avant la date de cessation d'activité
4.1.3.5	Bilan environnemental des effets des mesures prises en application des articles 4.1.3.1 à 4.1.3.4 du présent arrêté	Dans les 15 jours suivant chaque arrêt de situation d'alerte et de crise.
4.4.2	Résultats et bilan de la surveillance piézométrique	Tous les 6 mois
9.3.3	Résultats de la surveillance sismométrique	Dans le mois qui suit leur réception
9.4.1	Bilans et rapports annuels	Annuel
	Déclaration annuelle des émissions	Annuelle

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les

dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, *sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...)*.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
1	Noyauteuses	-	-	Extraction de 3 noyauteuses
2	Chaudière	64 kW	Propane	Chauffage de bureaux
3	Aérotherme	91 kW	Propane	-
4	Aérotherme	91 kW	Propane	-
5	Chauffe-eau	4,5 kW	Propane	-
6	Chauffe-eau	4,5 kW	Propane	-
7	Fours de fusion	6 fours au gaz de puissance totale de 2050 kW et 17 fours électriques de puissance totale de 782 kW	Propane et électricité	Rejets diffus extraits en toiture (toit du local fusion et toit de l'atelier coquilles)
8	Décocheuse	-	-	Aspiration décocheuse

ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1 (Noyauteuses)	8	0,4	5430	11
Conduit N° 8 (Décocheuse)	6	0,8	7235	8

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

ARTICLE 3.2.4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°1 (noyauteuses)	Conduit n°8 (décocheuse)	Émissaires créés suite à la captation et au traitement des émissions diffuses des fours
Concentration en O ₂	réel	réel	réel
Poussières	-	Si le flux horaire ≤ 1 kg/h, 100. Si le flux horaire est ≥ 1 kg/h, 40.	20
SO ₂	-	-	5
NO _x en équivalent NO ₂	-	-	400
CO	-	-	100
Al (particulaire et gazeux)	-	1 (particulaire)	1 (particulaire et gazeux)
Amines	5	-	-
Formaldéhyde et phénol	20 (1)	-	-

(1) : Si flux horaire supérieur à 0,1 kg/h

Ces valeurs limites d'émission doivent être respectées dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3.2.5. VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETÉS

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

	Conduit N° 1	Conduit N° 8
Flux	kg/h ou g/h	kg/h ou g/h
Poussières	-	723,5 g/h
SO ₂	-	-
NO _x en équivalent NO ₂	-	-
CO	-	-
Al particulaire ou gazeux	-	7,2 g/h (particulaire)
Amines	27,15 g/h	-
Formaldéhyde et phénol	108,6 g/h	-

Ces valeurs limites d'émission doivent être respectées dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3.2.6. AUTRES DISPOSITIONS

L'exploitant doit dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté mettre en place une captation et un traitement des émissions diffuses de ses fours. Il informe pour la même échéance l'inspection des installations classées des émissaires créés et de leurs caractéristiques (hauteur en mètres, diamètres en mètres, vitesse minimale d'éjection en m/s, débit en Nm³/h et concentrations en polluants).

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) (si prélèvement dans une masse d'eau)	Prélèvement maximal annuel (m ³)	Débit maximal (m ³)
				Journalier
Réseau public	Eu	-	1700	4,6

ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Article 4.1.2.1. Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

ARTICLE 4.1.3. ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES PRÉLÈVEMENTS EN CAS DE SÉCHERESSE

En cas d'épisode de sécheresse, l'exploitant doit mettre en œuvre des mesures spécifiques visant à réduire les prélèvements d'eau et à limiter les rejets aqueux dans le milieu naturel. La surveillance des consommations en eaux et des rejets aqueux du site doit être renforcée dès lors que les seuils de vigilance ou d'alerte sont dépassés.

Article 4.1.3.1. Dépassement du seuil de vigilance

Lors du dépassement du seuil de vigilance, constaté par arrêté préfectoral, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est sensibilisé sur les économies d'eau ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;
- des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau ;
- l'exploitant définit un programme renforcé d'autosurveillance des rejets aqueux et des prélèvements d'eau qu'il transmet dans un délai de 15 jours à l'inspection des installations classées. Cette disposition ne s'applique pas aux paramètres qui font déjà l'objet d'un contrôle en continu ou journalier.

Article 4.1.3.2. Dépassement du seuil d'alerte

Lors du dépassement du seuil d'alerte, constaté par arrêté préfectoral, les mesures complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est informé de la situation d'alerte ;
- l'arrosage des pelouses, ainsi que le lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sauf pour raison de sécurité ou de salubrité ;
- les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation ;
- les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production, à la maintenance ou au maintien du niveau de sécurité sont reportées ;

- l'exploitant vérifie le bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents pollués ou susceptibles de l'être ;
- l'exploitant met en œuvre le programme renforcé d'autosurveillance de ses rejets aqueux et de ses prélèvements d'eau visé à l'article 4.1.3.1 ;
- il est interdit de rejeter des effluents concentrés en vue de leur rejet sur site s'ils sont susceptibles de porter atteinte au milieu naturel. Ces effluents sont recueillis et stockés dans des conditions permettant d'éviter tout déversement accidentel, puis éliminés dans des centres de traitement extérieurs dûment autorisés ;
- l'exploitant arrête immédiatement tout rejet dont le traitement est défaillant et qui ne permet pas, a minima, de respecter les valeurs limites d'émission fixées par le présent arrêté ;
- l'exploitant informe immédiatement le préfet et l'inspection des installations classées de tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau de prises d'eau potable ;
- l'exploitant étudie les modifications à apporter à son programme de production et de maintenance ainsi qu'à son mode de gestion de l'eau afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants pour aboutir notamment à une diminution des prélèvements d'eau de 10% de la valeur autorisée. En cas d'impossibilité d'atteindre cette valeur pour des raisons dûment motivées (techniques ou de sécurité), une diminution moins importante pourra être proposée par l'exploitant. Il transmet dans les plus brefs délais, à l'inspection des installations classées, un bilan des modifications projetées et des résultats attendus en terme de réduction des flux de rejets polluants et de consommation d'eau.

Article 4.1.3.3. Dépassement du seuil d'alerte renforcée

Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée, constaté par arrêté préfectoral, les mesures complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est informé de la situation critique ;
- l'exploitant met en œuvre les adaptations de son programme de production et de maintenance ainsi que de son mode de gestion de l'eau, visées à l'article 4.1.3.1, afin de réduire sa consommation d'eau et ses rejets en conséquence ;
- l'exploitant arrête immédiatement tout rejet d'effluents dont le traitement de dépollution est défaillant ;
- l'exploitant informe immédiatement le préfet et l'inspection des installations classées de tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau de prises d'eau potable.

Article 4.1.3.4. Dépassement du seuil de crise

Lors du dépassement du seuil de crise, constaté par arrêté préfectoral, les mesures complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est informé de la situation de crise ;
- l'ensemble des dispositions des articles 4.1.3.3 doit être mise en œuvre ;
- l'ensemble des consommations d'eau et des rejets doivent être limités à leur stricte minimum ;
- le préfet pourra, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, en particulier si celle-ci met en jeu l'approvisionnement en eaux potables des populations, interdire tout prélèvement et tout rejet du site.

Article 4.1.3.5. Levée des mesures de restrictions

La levée des mesures spécifiques indiquées aux articles 4.1.3.1 à 4.1.3.4 est soit actée par la prise d'un arrêté préfectoral, soit rendu effective à la date de fin de validité de l'arrêté préfectoral actant le franchissement de seuil.

L'exploitant établit après chaque arrêt de situation d'alerte et de crise, un bilan environnemental des effets de mesures prises en application des articles 4.1.3.1 à 4.1.3.4 du présent arrêté.

Ce bilan comporte un volet quantitatif des réductions de prélèvements d'eau et est adressé à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Ce dispositif est mis en œuvre dans un délai maximal d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux usées domestiques,
- les eaux pluviales issues des toitures et des zones imperméabilisées.

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Les autorisations de déversement établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte sont transmises dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté au service en charge de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (déboureur/déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence et devant être installé dans les six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage du déboureur-séparateur d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Eaux domestiques
Exutoire du rejet	Station d'épuration d'Eu
Traitement avant rejet	Aucun
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration urbaine d'Eu

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents	Eaux de ruissellement de toitures , de voiries et de parkings
Exutoire du rejet	Canal de l'avalasse
Traitement avant rejet	Déboureur/déshuileur à installer dans les six mois à compter de la notification du présent arrêté
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Canal de l'Avalasse
Conditions de raccordement	-

ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.6.1. Conception

Rejets dans le milieu naturel

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Rejets dans une station collective

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 4.3.6.2. Aménagement

4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

4.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

ARTICLE 4.3.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l
- Température inférieure à 30°C.

ARTICLE 4.3.8. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 4.3.9. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur après pré-traitement par un séparateur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-après :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2

Paramètre	Concentrations sur un prélèvement d'un minimum de deux heures (mg/l)
Matières en suspension totale (MEST)	30
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	150
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅)	30
Hydrocarbures Totaux	5

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de : 14 550 m².

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 2 l/s/ha, soit 10,5 m³/h.

CHAPITRE 4.4 SUIVI PIÉZOMÉTRIQUE

ARTICLE 4.4.1. MODALITÉS DE SURVEILLANCE

L'exploitant met en place une surveillance de la qualité des eaux souterraines du site. Cette surveillance doit permettre de caractériser et suivre l'évolution des polluants présents dans la nappe des eaux souterraines.

La surveillance des eaux souterraines doit s'exercer au niveau des deux piézomètres aval PZ1 et PZ2 et du piézomètre implanté en amont PZ3, reportés sur le plan joint au présent arrêté en annexe 1.

L'exploitant justifiera à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté la pertinence de son système de surveillance par rapport au sens d'écoulement de la nappe.

La surveillance est effectuée sur des échantillons prélevés deux fois par an.

Les échantillons sont prélevés en respectant les techniques d'échantillonnage en vigueur et sont conservés et manipulés conformément à la norme NF EN ISO 5667.3 ou toute norme équivalente. Ces procédures d'échantillonnage, de conservation, de manipulation et d'analyse sont strictement identiques pendant toute la durée de la surveillance de façon à permettre la comparaison facile entre les différents résultats obtenus et, ainsi, de suivre de façon pertinente l'évolution de la qualité des eaux souterraines. La représentativité des échantillons est notamment assurée par un pompage préalable permettant d'extraire avant la prise d'échantillon un volume au moins égal à 5 fois le volume du piézomètre. Si, du fait notamment de progrès scientifiques, techniques ou technologiques, des modifications devaient être apportées à la réalisation de ces différentes procédures, le responsable du site devrait en informer au préalable, pour accord, le préfet en apportant tous les éléments d'appréciation.

Les paramètres mesurés sont les suivants :

- Métaux (As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn, Hg et Al)
- COHV (Dichlorométhane, trichlorométhane, tetrachlorométhane, trichloroéthylène, tetrachloroéthylène, 1,1-dichloroéthane, 1,2-dichloroéthane, 1,1,1-trichloroéthane, 1,1,2-trichloroéthane, cis 1,2-dichloroéthène, trans 1,2-dichloroéthène),
- Hydrocarbures totaux,
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques,
- Phénols,

- Cyanures,
- Isocyanates.

En fonction de l'évolution des activités de l'établissement (utilisation et fabrication de nouveaux produits, etc.), l'exploitant informe l'inspection des installations classées de la nécessité de modifier les paramètres de surveillance.

ARTICLE 4.4.2. COMMUNICATION DES RÉSULTATS ET BILANS

Les résultats des analyses d'eaux souterraines sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 15 jours après communication par le laboratoire.

Le rapport précise a minima les points suivants :

- un plan du site avec la localisation des différents points de prélèvement ;
- le responsable (Sival fonderie, laboratoire ou autre), la date, l'heure et la méthode de prélèvement (notamment la durée de pompage avant la prise d'échantillon) ;
- le mode de conditionnement, de conservation et de transport des échantillons ;
- la raison sociale, l'adresse et les accréditations et/ou agréments du laboratoire pour ce type d'analyses ;
- la date de réception des échantillons par le laboratoire ;
- s'il y a lieu, la date et la méthode de préparation des échantillons avant analyse ;
- la date et la norme des analyses ;
- la communication de tout incident qui serait à l'origine de retard ou d'impossibilité dans les prélèvements et/ou les analyses.

Puis pour chaque prélèvement :

- le niveau piézométrique ;
- le pH et la conductivité ;
- les résultats analytiques.

Les analyses et l'évolution des paramètres vis-à-vis de l'historique sont commentées et accompagnées de tous les éléments d'interprétation.

Enfin, un graphique récapitulatif de l'ensemble des mesures effectuées depuis le début de la mise en œuvre de la surveillance permet une visualisation synthétique de l'évolution de la qualité de l'eau pour chaque paramètre faisant l'objet d'un suivi. Ce graphique est joint à chaque rapport d'analyses périodiques.

Si une anomalie est constatée, le responsable du site en informe immédiatement l'inspecteur des installations classées et en donne les causes possibles. Il détermine notamment si ses activités sont à l'origine de la pollution constatée et informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

ARTICLE 4.4.3. ENTRETIEN ET PROTECTION DES PIÉZOMÈTRES

L'exploitant veille à l'entretien régulier des piézomètres.

La tête des piézomètres est protégée efficacement contre tout risque de pollution ou de destruction (notamment par des véhicules).

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination .

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 43-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques

souillées.

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS GÉRÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 5.1.7. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Désignation	Code déchets	Quantité annuelle	Destination
Crasses et laitiers de métaux non ferreux	10 10 03	40 tonnes	Valorisation métallique
Sables et noyaux ayant subi la coulée	10 10 07*	800 tonnes	Mise en décharge
Jets de fonderie	12 01 03	25 tonnes	Valorisation métallique
Déchets de soudure	12 01 13	350 kg	Valorisation métallique
Déchets de grenailage	12 01 17	1 tonne	Valorisation métallique
Huiles solubles	12 01 09*	2 tonnes	Traitement physico-chimique
Boues issues de la trempe	11 03 02*	8 tonnes	Incinération
Solvants de dégraissage usagé non chloré	14 06 03*	120 kg	Incinération

Amines et polyols	10 10 99	600 kg	Incinération
Emballages vides souillés	15 02 02*	1,2 tonne	Valorisation énergétique
Déchets banals	15 01 06	80 tonnes	Mise en décharge
Déchets de cantine	20 01 08	1 tonne	Ramassage et élimination au titre des ordures ménagères

La quantité de déchets stockée sur site sera limitée à un lot d'expédition. L'entreposage sera par ailleurs limité à une durée de 1 an en cas d'élimination et à une durée de trois ans en cas de valorisation.

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant remettra à l'inspection des installations classées une étude technico-économique visant à identifier les traitements alternatifs (recyclage ou valorisation) à la mise en décharge des sables et noyaux ayant subi la coulée.

Si les conditions technico-économiques le permettent, une solution alternative sera mise en œuvre dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

ARTICLE 6.3.1. VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 GENERALITES

ARTICLE 7.1.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

ARTICLE 7.1.2. ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.1.3. PROPRETÉ DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 7.1.4. CONTRÔLE DES ACCÈS

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence.

ARTICLE 7.1.5. CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

ARTICLE 7.1.6. ÉTUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 7.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

ARTICLE 7.2.1. INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

Article 7.2.1.1. Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

ARTICLE 7.2.2. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- en assurant la défense extérieure contre l'incendie soit en priorité :

Par 2 poteaux d'incendie de 100 mm normalisés (NFS 61.213) piqués sur des canalisations assurant pour chacun d'eux et **simultanément** un débit minimum de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.200), et placés à moins de 100 mètres (pour le plus proche) et 200 mètres (pour les autres) de l'établissement par les chemins praticables. L'installation devra assurer le débit requis (fixé par le document technique D9) de 1500 litres/minute à partir des poteaux précités.

Dans le cas où la totalité du débit ne pourrait être obtenue à partir du réseau d'eau (public ou privé), il est admis que les 2/3 des besoins soient disponibles dans une réserve d'eau propre au site et accessible en permanence aux services de secours. Dans cette hypothèse, afin de faciliter l'attaque rapide du sinistre et de réduire les délais de mise en œuvre des moyens de secours, un réseau sous pression doit être capable de fournir au moins 60 m³/heure sur 1 poteau répondant aux caractéristiques précitées. La réserve doit être dimensionnée pour assurer le complément du débit nécessaire pendant une durée de 2 heures soit un volume total de 60 m³. Cette réserve d'eau doit être équipée ou réalisée conformément aux règles d'aménagement des points d'eau définis par la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 en veillant plus particulièrement à :

- a) Permettre la mise en station des engins-pompes auprès de cette réserve, par la création d'une plate(s)-forme(s) d'aspiration présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 160 kilonewtons et ayant une superficie minimale de 32 m² (8 m x 4 m), desservie(s) par une voie carrossable d'une largeur de 3 mètres, stationnement exclu,
- b) Limiter la hauteur géométrique d'aspiration à 6 mètres dans le cas le plus défavorable,
- c) Prévoir un dispositif de réalimentation afin que le volume d'eau contenu soit constant en toute saison,
- d) La protéger sur la périphérie, au moyen d'une clôture, munie d'un portillon d'accès, afin d'éviter les chutes fortuites,
- e) La positionner à moins de 100 mètres de l'établissement et la signaler au moyen d'une pancarte toujours visible précisant sa capacité (lettres blanches sur fond rouge réflectorisées pour permettre le repérage de nuit),
- f) Entretenir régulièrement cette réserve (nettoyage, curage).

Toutefois, lorsque l'alimentation de cette réserve d'eau est assurée par un réseau d'eau communal, la capacité requise peut être réduite du volume obtenu par l'utilisation de ce réseau durant 2 heures et répondre néanmoins aux conditions précédemment énoncées.

- en réceptionnant les moyens de défense extérieure contre l'incendie (hydrants ou réserve d'eau) en présence d'un représentant du Service Départemental d'Incendie et de secours et en transmettant un exemplaire du

rapport au Groupement PREVENTION - Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours - 6 rue du verger - B.P. 78 - 76192 YVETOT CEDEX.

- en laissant libre en permanence de tout obstacle les voies utilisables par les engins de secours (stockages, stationnement des véhicules etc.).
- en veillant à ce que les dégagements (sorties, sorties de secours, circulations horizontales et verticales etc...) soient maintenus libres en permanence afin de permettre une évacuation sûre et rapide du personnel.
- par une signalisation indiquant le chemin vers la sortie la plus proche.
- en implantant les extincteurs à raison d'un appareil pour 200 m² avec un minimum d'un appareil par niveau.
- en indiquant sur les tuyauteries la nature du produit transporté, lorsque celui-ci présente un danger particulier.

Dans le cas où une réserve d'eau s'avérerait nécessaire, l'exploitant la met en œuvre dans les six mois à compter de la notification du présent arrêté.

CHAPITRE 7.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 7.3.1. MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible

ARTICLE 7.3.2. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

ARTICLE 7.3.3. VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

ARTICLE 7.3.4. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Article 7.3.4.1. Conception

Considérant qu'une agression par la foudre sur certaines installations classées pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, une analyse du risque foudre doit être réalisée par un organisme compétent dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'analyse du risque foudre identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation au sens de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'analyse du risque foudre.

Article 7.3.4.2. Étude technique, installation et suivi

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des nouvelles installations pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Article 7.3.4.3. Entretien et vérification

L'installation des protections contre la foudre fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.4.1. RÉTENTIONS ET CONFINEMENT

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Pour les stockages à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Pour satisfaire cet objectif, l'exploitant implantera dans un délai maximum de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté un bassin de réception des eaux incendie d'un minimum de 217 m³ et toute vanne d'obturation ou obturateur nécessaire pour confiner ces eaux incendie et les eaux et les écoulements susceptibles d'être pollués.

Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Les orifices d'écoulement de ce bassin sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer le confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

CHAPITRE 7.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 7.5.1. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

ARTICLE 7.5.2. TRAVAUX

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1 et notamment celles recensées locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

ARTICLE 7.5.3. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

ARTICLE 7.5.4. CONSIGNES D'EXPLOITATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.1,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

ARTICLE 7.5.5. PRÉVENTION D'EXPLOSIONS AU NIVEAU DES FOURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter toute introduction directe ou indirecte d'eau susceptible de mener à une explosion dans ses fours de fusion.

**TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES
INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT**

Sans objet

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

Les mesures sont effectuées selon les normes en vigueur dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Article 9.2.1.1. Conduits N°1 (cf. article 3.2.2 des présentes prescriptions)

L'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, **au moins une mesure tous les trois ans** de l'ensemble des paramètres listés dans le tableau ci-dessous :

Paramètres à mesurer tous les 3 ans	
Débit	
Amines	
Phénol	
Formaldéhyde	

Article 9.2.1.2. Conduits N°8 (cf. article 3.2.2 des présentes prescriptions)

L'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, **au moins une mesure tous les trois ans** de l'ensemble des paramètres listés dans le tableau ci-dessous :

Paramètres à mesurer tous les 3 ans
Débit
Poussières
Al particulaire

Article 9.2.1.3. Conduits créés suite à la captation et au traitement des émissions diffuses des fours (cf. article 3.2.2 des présentes prescriptions)

L'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, **au moins une mesure tous les trois ans** de l'ensemble des paramètres listés dans le tableau ci-dessous :

Paramètres à mesurer tous les 3 ans
Débit
O ₂
NOx en NO ₂
CO
Poussières
Al particulaire et gazeux

Article 9.2.1.4. Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

Les mesures prévues aux articles 9.2.1.1 à 9.2.1.3 sont réalisées pour la première fois dans les 15 mois à compter de la notification du présent arrêté puis aux fréquences prévues au niveau de ces mêmes articles.

Les résultats des premières mesures de pollution atmosphérique mais également les remarques de l'Agence Régionale de Santé dans son avis du 06 novembre 2012 seront pris en compte pour réviser l'évaluation du risque sanitaire pour l'ensemble du site.

Cette révision de l'évaluation du risque sanitaire est remise à l'inspection des installations classées et à l'Agence Régionale de Santé dans un délai maximum de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 9.2.2. RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Ce dispositif est relevé a minima mensuellement. Les informations sont consolidées annuellement.

Les résultats sont portés sur un registre.

ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX

Article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les paramètres visés ci-dessous doivent être mesurés suivant la fréquence mentionnée. Les résultats de ces contrôles sont archivés sur un support prévu à cet effet.

Rejet 2 (cf. article 4.3.5)
Paramètres mesurés annuellement par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées *
MEST
Demande Chimique en Oxygène (DCO)
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅)
Hydrocarbures Totaux

- Les contrôles sont réalisés sur un échantillon moyen représentatif de la période de rejet, en tout état de cause d'au moins 2 heures.

ARTICLE 9.2.4. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée au moins tous les trois ans par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque année calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au chapitre 9.2 de l'année précédente. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est adressé à l'inspection des installations classées avant le 15 février de chaque année.

ARTICLE 9.3.3. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.4 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 9.4 BILANS PÉRIODIQUES

ARTICLE 9.4.1. DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS POLLUANTES ET DES DÉCHETS

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 15 février de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

1. des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies,
2. de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

TITRE 10 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 10.1 – GENERALITES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à assurer la meilleure efficacité énergétique, et notamment par la mise en œuvre de technologies contribuant aux économies d'énergie et à la réduction des émissions des gaz à effet de serre.

CHAPITRE 10.2 - EFFICACITE ENERGETIQUE

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique de ses installations. A ce titre, une analyse des consommations mensuelles par poste énergétique : électricité, gaz naturel,... est réalisée. La consommation est ensuite rapportée à une unité représentative de l'activité de l'établissement, et fait l'objet d'un bilan annuel. Un plan d'actions de réduction est élaboré en fonction des potentialités d'optimisation.

L'exploitant fait réaliser tous les cinq ans par une personne compétente un examen de ses installations et de leur mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui pourraient être mises en œuvre afin d'en accroître l'efficacité énergétique. Cet examen doit, entre autres, porter sur l'isolation thermique, le chauffage, la réfrigération, la ventilation, l'éclairage et la production des utilités : eau chaude, vapeur, air comprimé... Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner. Le premier examen devra intervenir au plus tard **dans un délai de deux ans** à compter de la notification du présent arrêté.

CHAPITRE 10.3 - CHAUDIÈRES D'UNE PUISSANCE ENTRE 4 KW ET 400 KW

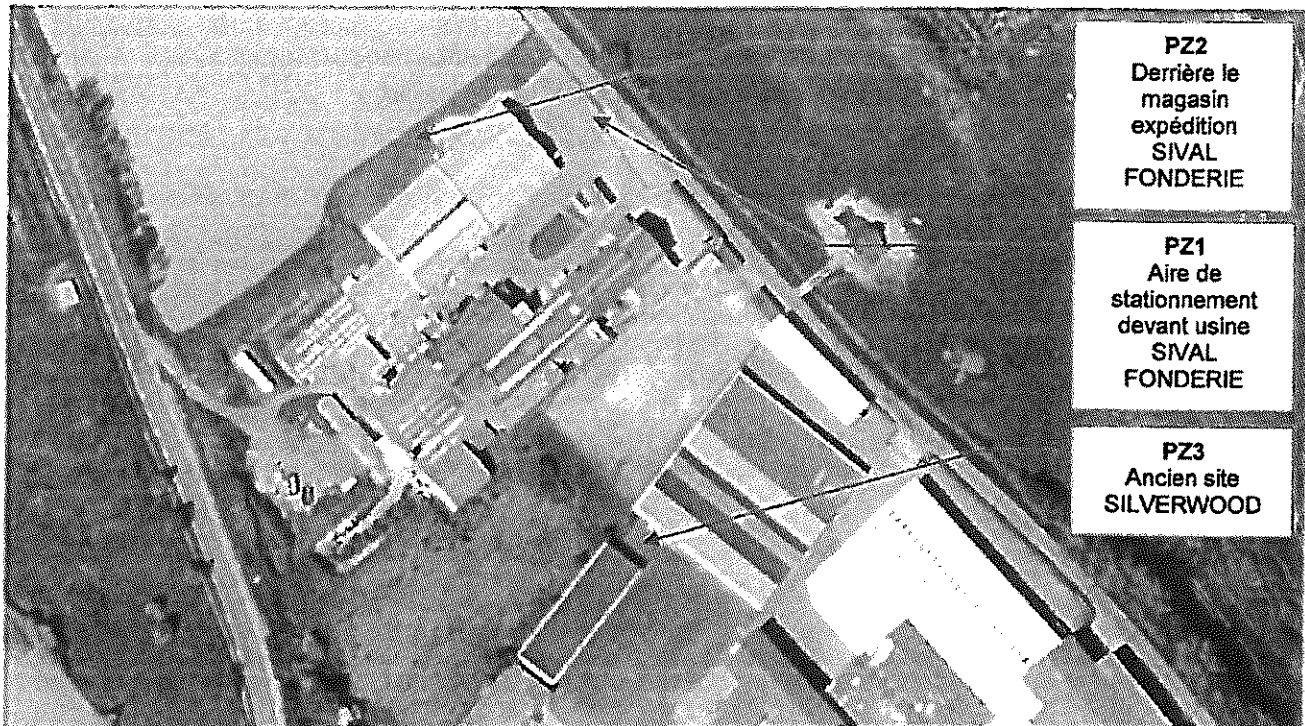
Les chaudières alimentées dont la puissance nominale est supérieure ou égale à 4 kW et inférieure ou égale à 400 kW font l'objet d'un entretien annuel. L'entretien comporte la vérification de la chaudière, le cas échéant son nettoyage et son réglage, ainsi que la fourniture des conseils nécessaires portant sur le bon usage de la chaudière en place, les améliorations possibles de l'ensemble de l'installation de chauffage et l'intérêt éventuel du remplacement de celle-ci. L'entretien doit être effectué chaque année civile, par une personne qualifiée. En cas de remplacement d'une chaudière ou d'installation d'une nouvelle chaudière, le premier entretien doit être effectué au plus tard au cours de l'année civile suivant le remplacement ou l'installation. La personne ayant effectué l'entretien établit une attestation d'entretien, dans un délai de quinze jours suivant sa visite. Elle est gardée deux ans et doit pouvoir être présentée.

TITRE 11 - ECHÉANCES

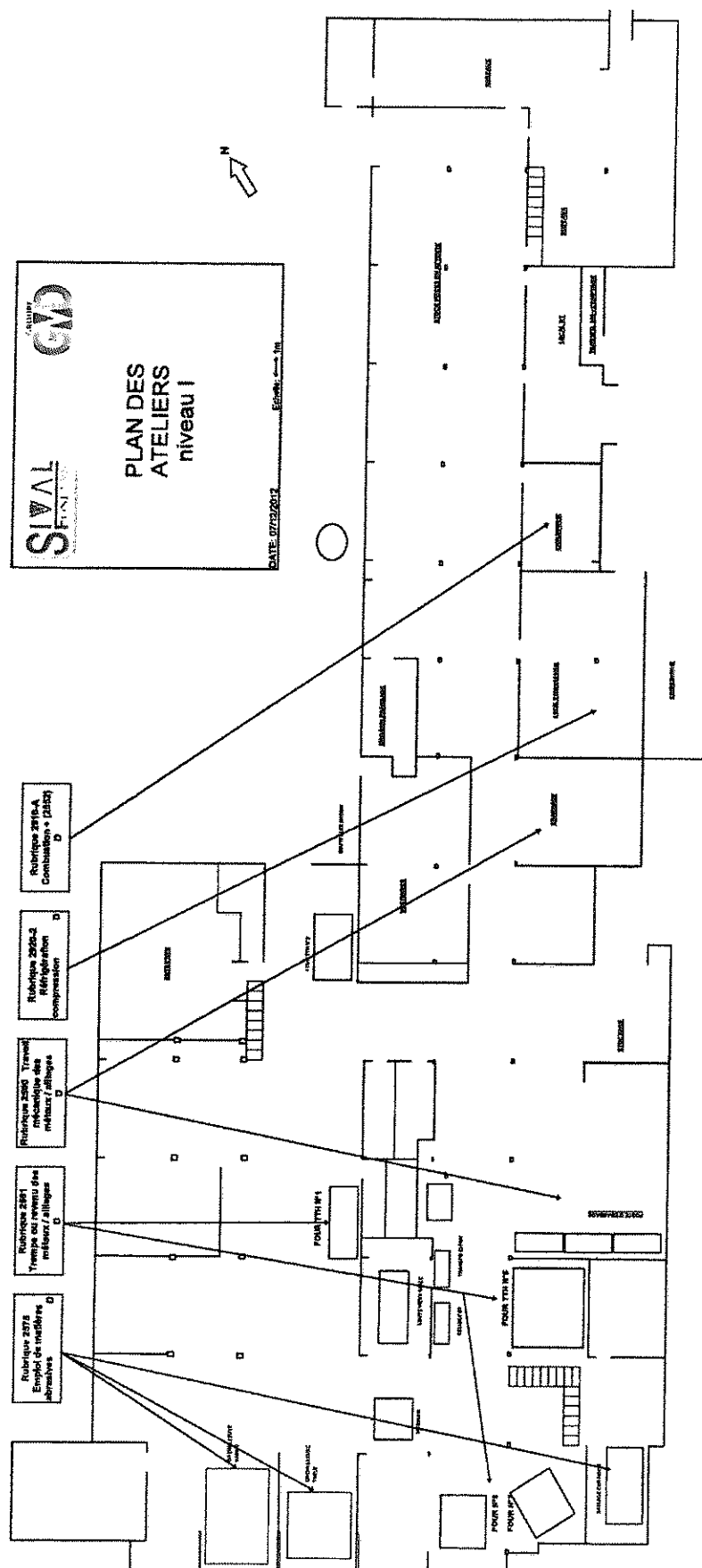
Articles	Types de mesure à prendre	Date d'échéance
1.6	Proposition de montant des garanties financières	31/12/18
3.2.6	Captation et traitement des émissions diffuses des fours	12 mois à compter de la notification du présent arrêté
3.2.6	Information relative aux émissaires créés suite à la captation et au traitement des émissions diffuses des fours et à leurs caractéristiques (hauteur en mètres, diamètre en mètres, vitesse minimale d'éjection en m/s, débit en Nm ³ /h et concentrations en polluants).	12 mois à compter de la notification du présent arrêté
4.2.4.1	Dispositif d'isolement avec les milieux récepteurs	12 mois à compter de la notification du présent arrêté
4.3.2	Transmettre les autorisations de déversement établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte au service en charge de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.	3 mois suivant la notification du présent arrêté
4.3.4 et 4.3.5	Installation d'un débourbeur/déshuileur afin de traiter les eaux pluviales de voiries et de parkings et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées	6 mois à compter de la notification du présent arrêté
4.4.1	Fourniture des résultats de la surveillance piézométrique	Tous les 6 mois
4.4.1	Justification de la pertinence du système de surveillance par rapport au sens d'écoulement de la nappe.	6 mois à compter de la notification du présent arrêté
5.1.7	Remise d'une étude technico-économique visant à identifier les traitements alternatifs (recyclage ou valorisation) à la mise en décharge des sables et noyaux ayant subi la coulée.	6 mois à compter de la notification du présent arrêté
5.1.7	Si les conditions technico-économiques le permettent, mise en œuvre d'une solution alternative à la mise en décharge des sables et noyaux ayant subi la coulée.	12 mois à compter de la notification du présent arrêté
7.2.2	Implantation éventuelle d'une réserve d'eau incendie	6 mois à compter de la notification du présent arrêté
7.3.4.1	Réalisation de l'analyse de risque foudre	6 mois à compter de la notification du présent arrêté
7.3.4.3	Vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre	Tous les 2 ans
7.4.1	Implantation d'un bassin de confinement des eaux incendie et toute vanne d'obturation ou obturateur nécessaire pour confiner ces eaux incendie et les eaux et les écoulements susceptibles d'être pollués.	12 mois à compter de la notification du présent arrêté
9.2.1.4	Réalisation de la première campagne de mesure de la pollution atmosphérique sur l'ensemble des émissaires du site	15 mois à compter de la notification du présent arrêté
9.2.1.4	Révision de l'évaluation du risque sanitaire pour	18 mois à compter de la notification du

	l'ensemble du site	présent arrêté
9.2.4	Étude sonométrique	Tous les trois ans
10.2	Audit énergétique	24 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans
10.3	Entretien de chaudières d'une puissance entre 4 kW et 400 kW	Tous les ans

Annexe 1 schéma d'implantation des piézomètres



Annexe 2 : schémas d'implantation des activités classées
Niveau I



Niveau II

